

« Pour un socialisme respectueux de l'environnement et des droits culturels »

par Michel Wieviorka*

(Le Monde, 21 juin 2011)

Par tradition, les socialistes sont bien outillés pour s'installer sur le registre social et économique. Et en redonnant vitalité aux idées keynésiennes, aux appels à la régulation et aux demandes d'une forte intervention de l'Etat, la crise financière et ses implications leur sont bien plus favorables qu'aux droites libérales puis néolibérales des trente dernières années.

Sur ce terrain, les socialistes sont à même d'apporter des réponses convaincantes aux défis du temps présent, et pourront trouver un modus vivendi interne leur permettant de dépasser les inévitables tensions entre une "vieille gauche" plus ou moins marxisante, et les héritiers d'une "deuxième gauche" ouverte sans tabou au marché.

Mais qu'en sera-t-il en matière culturelle ? Sur ce terrain, les forces de gauche sont divisées, et le chantier est immense. Deux questions au moins sont préoccupantes.

La première renvoie aux valeurs séparant le socialisme classique, imprégné des valeurs de la société industrielle, et l'écologie politique, née avec la société postindustrielle, dans la foulée de Mai 68.

Il y a là un antagonisme difficile à dépasser, et que ne régleront pas de simples négociations entre appareils ou partis. Car deux visions s'affrontent : l'une, pour simplifier, centrée sur la confiance dans la science, la technologie, le progrès, la croissance, dans la conviction que l'avenir passe par un développement économique et productif intensif, l'autre critiquant la croissance et dénonçant les dégâts du progrès.

Il est urgent pour la gauche, dans son ensemble, de trouver les formules concrètes permettant d'arrimer les uns aux autres les idéaux de justice sociale et de progrès, et les perspectives d'un développement "durable", comme dit une expression déjà usée par son succès.

Mais ce n'est pas facile, on le voit à propos du nucléaire : est-il possible d'en sortir rapidement, et de promouvoir non pas le pétrole, le gaz ou le charbon, mais des énergies renouvelables et propres, sans mettre en cause la capacité de notre pays, ou de l'Europe, à se projeter vers le futur avec confiance et dynamisme économique ?

Faut-il privilégier les efforts pour relancer sans tarder la croissance, construire rapidement des logements, sauver l'emploi dans les grandes industries, automobile par exemple ; ne convient-il pas plutôt d'impulser concrètement la mise en place d'un autre modèle de développement, d'autres formes de mobilité, d'autres conceptions de la ville, un autre rapport à la nature ?

Comment, d'un même mouvement, répondre au souci d'échapper aux modèles productivistes et consuméristes au profit de valeurs centrées sur le respect de l'environnement, d'une part, et d'autre part satisfaire aux demandes d'une partie importante de la population, pour qui l'accès aux fruits de la modernité industrielle, à l'emploi, à la consommation, à l'automobile, demeure un horizon souhaité ?

Les formules conciliantes idéologiquement mais sans implications tangibles n'y suffiront pas. Or les forces de gauche sont au pied du mur, il leur faut définir ensemble les modalités pratiques d'une articulation de ces deux systèmes de valeurs qui aujourd'hui les divisent plus qu'elles ne les soudent.

Deuxième question : celle des identités et de la diversité. La gauche ne peut ignorer l'impact sur l'opinion des pseudo-débats voulus récemment par le pouvoir sur l'identité nationale puis sur la laïcité,

elle ne peut laisser sans réponse les thèses nationalistes et xénophobes du Front national. Cet enjeu impose lui aussi une réflexion sur le fond.

Depuis une quarantaine d'années, une tension structurelle oppose les tenants d'un universalisme républicain qui ne veut connaître dans l'espace public que des individus libres et égaux en droits, et ceux pour qui la reconnaissance des particularismes identitaires, culturels ou religieux, constitue une exigence légitime. Le débat traverse tout le pays, et la gauche n'est pas épargnée.

D'abord lié à la naissance ou au réveil d'identités inscrites dans le paysage national, régionales notamment, il est devenu indissociable des phénomènes migratoires, en même temps qu'il est alimenté par divers processus d'invention culturelle - les identités particulières, contrairement à une idée reçue, sont bien plus produites que reproduites, bien plus inventées par des acteurs que léguées par leurs parents. Et au-delà de la culture, stricto sensu, ces identités sont de plus en plus aussi religieuses - l'islam -, et ethnicisées ou racialisées - la question noire.

Ce débat rebondit périodiquement, qu'il s'agisse du foulard, du voile intégral, des lieux de prière, des statistiques dites "ethniques", de la diversité, de la discrimination dite "positive", du multiculturalisme ou, aujourd'hui, de la binationalité. Et la gauche, dans l'ensemble, est bien timide s'il s'agit de l'aborder dans un esprit d'ouverture.

Une fois affiché son attachement à l'idée républicaine, qu'en réalité personne ne conteste, elle hésite à envisager de manière constructive les enjeux liés à la reconnaissance des identités particulières ou à l'instauration de droits culturels. Il est temps qu'elle sorte par le haut de l'opposition vieille déjà d'une trentaine d'années entre "républicains" et "démocrates", et des polémiques où se critiquent mutuellement les "républicanistes", ainsi désignés parce qu'ils mettraient en avant un universalisme abstrait, coupé du réel, et les "communautaristes", dont le crime serait d'être inconscients ou irresponsables face aux dérives immanquables des identités.

Des réponses positives à cette question existent, que la gauche doit maintenant examiner plus à fond, plutôt que de fuir la réflexion au profit, le plus souvent, de réflexes idéologiques et incantatoires dans lesquels la République a bon dos.

Elle pourra alors mettre en avant des propositions constructives face à une droite qu'un fort tropisme, sur ces enjeux, rapproche de l'extrême droite favorable à la société fermée et à l'homogénéité culturelle.

Non, les thèmes culturels ne constituent pas une diversion permettant d'escamoter de lancinantes difficultés sociales, ils font partie des préoccupations du moment, et demandent à être analysés et affrontés.

Tout cela exige du courage. Mais si la gauche aborde de manière sérieuse, approfondie et conséquente ce type d'enjeux, elle sera équipée, face à ses adversaires politiques, pour convaincre les électeurs. Elle démontrera sa capacité à conjuguer la rigueur des analyses et la conviction des valeurs et des engagements ; la gestion efficace et juste de l'économie, et la sensibilité aux demandes liées à la diversité et à l'environnement.

* Michel Wieviorka est sociologue.